LA GUERRE AMERICAINE

DISCOURS

PRONONCE DEVANT

L'INSTITUT-CANADIEN

LE 6 NOVEMBRE 1863

PAR L. CORTAMBERT

MONTRÉAL :

DES PRESSES DU JOURNAL *LE PAYS*,

7 RUE SAINTE - THÉRÈSE.

1863

LA GUERRE AMERICAINE

MESSIEURS,

Il y a deux manières d'expliquer les événements de l'histoire : l'une se tire des causes accidentelles ou secondaires qui décident les actes individuels ; l'autre émane des lois éternelles qui président au développement général de l'Humanité. A coup sûr, ces deux genres d'explication ne se contredisent pas ; car il est évident que les causes inférieures doivent être subordonnées aux causes supérieures. Mais il arrive souvent qu'un esprit superficiel s'obstine à ne voir que le jeu des passions grossières ou le mécanisme des intérêts matériels et qu'il en tire un pronostic inexact sur l'avenir politique ou social. Il peut se faire aussi qu'un génie trop abstrait néglige de considérer ces mêmes passions, ces mêmes intérêts, qu'il ne tienne pas compte des frottements et des obstacles qui retardent toutes les entreprises humaines, et qu'il annonce comme actuellement réalisable un progrès dont l'accomplissement exige encore de pénibles efforts et une longue élaboration.

Nous avons devant nous le spectacle d'un grand pays dans lequel se joue peut-être en ce moment le sort de l'Humanité. Ici, sur ce tranquille coin de terre, nous sommes au premier rang pour contempler, pour étudier la terrible lutte qui ensanglante la plus belle partie du continent américain. Peut-être sommes-nous un peu trop près ; peut-être quelques rapports un peu acerbes, quelques griefs produits par l'antagonisme commercial ont-ils prévenu la population du Canada contre une fraction du peuple voisin ; peut-être enfin cette prévention s'étend-elle avec trop peu de justice à la généralité des Etats du Nord. Le devoir des hommes impartiaux est de se soustraire à de telles influences. L'affaire qui se débat sous nos yeux est trop importante pour que nous nous permettions de la juger sous l'impression des intérêts personnels. Elle exige que nous nous élevions aux plus hautes considérations morales et philosophiques. Certes, nous voyons les évènements d'assez près pour distinguer tous les détails et pour apprécier les causes secondaires qui sont à l'œuvre dans l'une et l'autre section de l'ancienne république. Nous ne pouvons commettre de bien graves méprises à cet égard. C'est donc plutôt sur l'ensemble et la signification générale des faits qu'il importe de diriger notre attention. La loi du mouvement social dans son application au peuple américain, voilà ce qu'il s'agit pour nous de déterminer en cette circonstance.

L'Humanité marche de l'orient à l'occident. Cette formule géographique ne signifie pas seulement que les races s'avancent ou émigrent sur la terre en suivant le cours apparent du soleil ; elle veut dire que la civilisation se perfectionne, que le progrès moral et intellectuel se manifeste à mesure que le genre humain s'avance dans cette direction. Telle est du moins la loi qui semble écrite partout dans l'histoire. Nous sa-

vons tous que l'Asie brillait déjà d'une vive lumière quand l'Europe était encore plongée dans la barbarie ; que les premiers bienfaits de l'industrie et les premiers rayons de la science nous sont venus du fond de l'Inde ; que la Perse, la Chaldée, la Phénicie, l'Egypte, ont précédé la Grèce dans la carrière de la civilisation ; que la Grèce a policé l'Italie ; que l'Italie a subjugué par ses armes, par ses arts, par sa religion, l'Europe occidentale et septentrionale ; enfin que l'Europe a entrepris depuis près de quatre siècles la conquête et la colonisation du continent qu'elle appelle le Nouveau-Monde. Dans cette immense épopée de la civilisation, nous voyons presque toujours l'Humanité le visage tourné vers l'occident. Quelquefois, elle fait halte pour deux ou trois siècles ; quelquefois elle tourne les regards en arrière comme pour mesurer le chemin parcouru. Mais une inquiétude secrète la pousse au but de son pélerinage ; elle se lève ; elle plie ses tentes et reprend sa marche vers les régions mystérieuses où l'appelle le soleil couchant.

Mais si cette progression géographique est évidente pour tous, elle offre un double caractère qui n'a jamais été aussi clairement défini, quoiqu'il soit également incontestable. Ce double caractère consiste dans l'existence de deux forces rivales, qui semblent quelquefois marcher d'accord, mais dont l'une tend toujours à absorber l'autre, et qui ne se rapprochent jamais sans une commotion violente, comme les deux électricités contraires, dont l'attraction mutuelle détermine l'explosion de la foudre. Un coup-d'œil sur l'histoire vous fera comprendre ma pensée.

Les initiateurs en civilisation sont aussi les premiers législateurs, les premiers gouvernants : ils constituent la première puissance sociale, la première autorité. Les initiés sont les gouvernés, les sujets, les tributaires. Mais, parmi ces initiés, il en est qui protestent contre l'autorité, qui se révoltent contre la loi établie : ce sont les premiers abolitionistes de la servitude, les premiers revendicateurs de la liberté. Dans l'antiquité, l'Egypte nous offre le plus frappant exemple d'une caste initiatrice ou sacerdotale, d'une puissance théocratique et législatrice. A quelque distance de là, vers le nord, nous voyons la Grèce, qui reçoit la lumière et la civilisation de l'Egypte ; la Grèce qui n'est pas, il est vrai, politiquement soumise à la monarchie de Sésostris, mais qui en est la tributaire industrielle et intellectuelle ; la Grèce aussi remuante, aussi raisonneuse que l'Egypte est calme et docile, la Grèce qui s'affranchit promptement de toute tutelle et qui finit par envoyer Alexandre, le disciple de ses philosophes, porter la révolution dans les sanctuaires de son institutrice, comme il l'a portée dans les palais de la Perse et jusque sur les bords de l'Indus.

Plus tard et plus loin vers l'occident, c'est Rome qui représente l'initiative gouvernementale ; c'est elle qui commande et qui civilise ; c'est elle qui dicte des lois aux nations. Pendant longtemps le monde subit cette influence providentielle. Mais quand le foyer de chaleur et de lumière est devenu un foyer de corruption, l'Humanité jeune et vigoureuse qu'on appelle la Barbarie, frémit et s'indigne dans les forêts du Nord ; elle entend confusément la voix qui lui parle de fraternité universelle ; elle se soulève, elle avance, elle étouffe enfin le despotisme décrépit de la Rome impériale.

Une Rome nouvelle se charge de faire l'éducation de cette turbulente démocratie : c'est la Rome chrétienne, la Rome papale et théocratique. Elle y travaille pendant douze siècles avec une autorité qui est devenue sans contrôle, et devant laquelle s'inclinent les rois et les peuples. L'Europe est transformée. Les hordes farouches sont devenues des sociétés industrieuses et régulièrement organisées. Mais une pensée s'éveille au sein de cette civilisation renaissante. Ce n'est d'abord qu'un doute obscur ; puis c'est une question qui se formule ; bientôt c'est l'indépendance qui se déclare. C'est Abailard, c'est Jean Hus, c'est Luther, c'est Voltaire, c'est la Révolution, qui proclame enfin à la face de la vieille Rome et du monde la liberté politique, la liberté religieuse, la liberté de la pensée. Ici encore nous voyons le génie du Nord sortir victorieux de la lutte.

Cela veut-il dire qu'il y a deux gé-

nies, deux âmes, deux raisons dans l'Humanité ? Non, il n'y a qu'une raison, il n'y a qu'une puissance directrice ; mais il y a deux besoins et par conséquent deux forces pour les satisfaire. Il y a le besoin de concentration qu'on peut aussi appeler besoin d'ordre et d'organisation, et il y a le besoin d'expansion ou le besoin du mouvement et du progrès. La force au moyen de laquelle la raison pourvoit à la satisfaction du premier, se nomme l'autorité ; la force dont elle se sert pour satisfaire le second, se nomme la liberté. Dans les divers exemples que je viens d'offrir, c'est la même puissance qui emploie et dirige ces deux forces ; c'est la même raison qui construit un organisme et qui le brise plus tard comme un instrument inutile ; c'est elle qui se manifeste tantôt comme le génie de l'autorité, tantôt comme le génie de la liberté. Enfin l'histoire nous montre jusqu'à ce jour que le Sud, plus riche et mieux doué par la nature, est devenu le théâtre de la première manisfestation, et que le Nord, peuplé de races plus énergiques, s'est montré plus favorable au déploiement de la liberté.

Passons maintenant à l'Amérique et à l'histoire contemporaine.

Constatons d'abord que l'Union américaine n'est pas seulement une colonie d'un peuple européen ; elle nous offre un échantillon de toutes les nations civilisées de l'ancien monde. L'élément anglais semble y dominer. Mais si l'on en déduit la fraction irlandaise, qui provient d'une autre souche,—de la souche celtique,—on verra que la majorité anglaise est simplement relative aux Etats-Unis. On sait quel rôle important y joue l'émigration allemande. La France y est représentée sur une vaste échelle. L'Italie et l'Espagne y ont leurs délégués. La race slave et la race magyare y ont envoyé de nombreux contingents. La Providence a voulu que les enfants de l'Afrique eussent leur place dans cette grande assemblée. Enfin, si l'on considère que les peuplades aborigènes ont mêlé leur sang à celui de leurs vainqueurs et que la grande famille mongolique elle-même a versé des myriades d'émigrants sur la côte occidentale, on reconnaîtra que jamais notre planète n'a vu se réunir un plus imposant congrès des différentes races disséminées à sa surface. Si nous rappelons la révolution accomplie sur ce nouveau théâtre, la démocratie représentative instituée, la liberté civile, politique et religieuse sanctionnée par une expérience de près d'un siècle, il est bien permis d'affirmer que la civilisation a fait un pas de plus vers l'occident et que le génie de l'Humanité s'est révélé par une nouvelle lumière de ce côté de l'Atlantique. Ici se trouve donc encore une fois vérifiée la loi du grand courant de l'est à l'ouest. Quant à la loi d'antagonisme entre l'autorité et la liberté, entre le Sud et le Nord, où pouvons-nous en signaler une plus évidente confirmation que dans le spectacle offert par la république américaine ?

Cette république, comme toutes les sociétés politiques ou religieuses du monde, a eu son travail de concentration et d'organisation. Pendant et après la longue lutte qui a fini par l'affranchir de l'Angleterre, elle a dû subir la nécessité commune d'une volonté directrice, d'un pouvoir gouvernemental ; elle a eu ses fondateurs, ses initiateurs, ses législateurs. Où s'est faite cette élaboration première et quels en ont été les principaux agents ? Elle s'est faite dans le Sud et sous l'influence dominante des hommes du Sud. Je n'ai qu'à nommer Washington et Jefferson, tous deux virginiens et qui sont les véritables pères de la république. Presque tous les grands hommes d'Etat auxquels a été confiée la consolidation de la nouvelle œuvre, appartenaient aussi à la section méridionale ; enfin la plupart des présidents ont été des hommes du Sud ou dévoués à la cause du Sud. Cette cause du Sud, qui a toujours eu, comment on sait, de si nombreux partisans dans le Nord, comment se nommait-elle ? Depuis le temps de Jefferson, elle s'est appelée la démocratie. Ce titre peut paraître légitime par opposition à la monarchie, dont la nouvelle puissance venait de secouer le joug, et parce que la volonté du peuple intervenait d'une manière plus directe et plus officielle dans l'administration des affaires qu'elle ne l'avait fait jusqu'alors en aucun pays de la terre. Mais enfin

n'oublions pas que la constitution des Etats-Unis, quelque démocratique qu'elle puisse paraître relativement aux législations en vigueur dans le reste du monde, prenait la société coloniale telle qu'elle était au dernier siècle et la consacrait avec ses intérêts, ses priviléges et son organisation de castes. Très progressive et très révolutionnaire à l'égard de l'Europe monarchique, elle était éminemment prudente et conservatrice sur le sol américain. A cette condition seule, il faut en convenir, la république pouvait vivre et s'élever. On l'eût précipitée vers une ruine certaine si l'on avait soulevé à l'intérieur d'orageuses questions sociales, tant qu'elle avait à repousser les attaques et à déjouer les embûches de ses ennemis du dehors. C'est ce que comprirent parfaitement ses fondateurs, et c'est pourquoi les deux hommes éminents dont je parlais tout à l'heure, malgré leurs hautes tendances morales, malgré leur répugnance et leur aversion personnelle pour l'esclavage, permirent que cette institution fût reconnue et sanctionnée par le pacte fondamental.

Voilà donc la démocratie américaine constituée, grâce à l'énergique initiative des hommes du Sud. Elle n'est sans doute pas ce que semble signifier son nom entendu dans un sens radical ; mais elle est ce qu'elle pouvait être dans les circonstances où elle est née. C'est une autorité véritable, organisée sur une base plus large que l'autorité ne l'avait été jusqu'alors, fonctionnant en apparence au profit de toute une race, mais en réalité concentrée dans les mains d'une classe privilégiée,—la classe des planteurs, propriétaires du sol et du détail humain connu sous le nom d'esclaves. Une fois à l'œuvre, cette démocratie élabore et formule, à mesure que le besoin s'en fait éprouver, un symbole politique ou un programme, parmi les articles duquel figure en première ligne le dogme des droits d'Etat (*State's Rights*), qui, en consacrant l'indépendance presque absolue de chaque Etat, paraît tendre à la décentralisation et par conséquent à la liberté communale et individuelle, mais dont l'objet positif est de sauvegarder les institutions particulières du Sud contre toute intervention dangereuse et de fortifier ainsi de plus en plus le principe d'autorité.

Cinquante années se passent. La petite république de Washington prend place parmi les grandes puissances. L'ordre et la liberté semblent s'y donner la main. La tache de l'esclavage afflige encore les amis de l'humanité ; l'abolitionisme commence à gronder dans le Nord. Mais on espère que la servitude reculera peu à peu devant la lumière croissante. La seconde génération des hommes d'Etat américains perfectionne l'œuvre si courageusement et si sagement commencée par ses devanciers. Il n'est pas un homme prudent qui songe à troubler ce magnifique progrès et à protester contre l'ascendant du Sud. Mais encore un quart de siècle et l'Union, victorieuse du Mexique, agrandie du Texas, du Nouveau-Mexique et de la Californie, semble prête à dicter des lois au monde. La démocratie nationale, maîtresse à l'intérieur, pense à étendre son empire dans tous les sens. Elle demande impérieusement à l'Espagne l'île de Cuba, pour en faire l'entrepôt et la citadelle de l'esclavage ; elle inonde l'Amérique Centrale de ses flibustiers ; vers le nord, elle efface la ligne tracée jadis par le compromis du Missouri comme limite extrême de la servitude, et déborde sur le Kansas avec ses troupeaux de nègres ; elle décrète la loi sur les esclaves fugitifs, qui impose à tous les citoyens le devoir de la délation ou de la trahison et fait du président des Etats-Unis le sbire en chef de la police méridionale ; enfin elle demande le rétablissement légal de la traite, pour étouffer définitivement le travail libre sous le travail servile. Etait-il temps pour le travail libre de s'insurger, pour la libre pensée de revendiquer ses droits ?

Toute force à laquelle nulle autre force ne fait équilibre, suit une progression croissante. Tout pouvoir tend à devenir tyrannie. C'est ainsi que la démocratie méridionale s'est transformée en oligarchie esclavagiste, qui prenait ombrage de toute marque d'indépendance et s'indignait devant toute opposition. Le rôle de l'autorité organisatrice était terminé ; celui du despotisme corrupteur commençait. Mais la

liberté veillait dans le Nord ; elle préparait ses moyens de défense et, au besoin, son plan d'attaque. Tous les esprits se demandaient si la puissance qui avait tant de fois déjà sauvé l'Humanité viendrait encore lui donner l'impulsion régénératrice. Cette puissance se manifestait alors dans l'opinion du peuple : c'est elle qui le poussa aux élections de 1860 ; c'est elle qui s'éleva comme l'aquilon dont le souffle courbe les géants des fôrets et disperse les miasmes impurs de l'atmosphère. Les vapeurs qui pesaient sur le Sud résistèrent à ce premier effort. Elles s'épaissirent, elles s'assombrirent comme un nuage menaçant. Mais le Nord avait aussi ses nuées et ses foudres, qui s'amoncelèrent devant cette résistance. Le choc ne se fit pas attendre et l'Amérique vit se déchaîner la tempête qui a changé ses fertiles plaines en champs de carnage et ses paisibles rivières en fleuves de sang.

Nous pouvons gémir devant cet horrible spectacle ; nous pouvons déplorer l'insuffisance des hommes placés à la tête de la nation et de ses armées ; nous pouvons leur souhaiter assez de vigueur, assez de génie, assez de sagesse pour mener cette lutte à bonne fin ; mais du moins il nous est donné de lire dans les évènements leur sens providentiel ; nous savons que dans la condition où se trouvaient placés les esprits depuis dix ans, nulle prudence humaine ne pouvait prévenir le conflit ; nous voyons à quel dénouement marche ce redoutable drame ; nous connaissons la loi de l'Humanité et nous affirmons qu'elle s'accomplira, malgré les défaillances et les erreurs de ceux qui ont reçu la mission de la faire triompher.

L'action directrice de cette loi se démontre par la passivité même de ses instruments.

J'ai dit tout à l'heure que le Nord se préparait à la défense et peut-être à l'attaque. Mais la vérité est qu'il n'a jamais attaqué le Sud. Que demandait le parti républicain, organisé en vue de la dernière élection présidentielle ? Simplement que l'esclavage ne fût pas étendu aux nouveaux territoires. Certes, c'était là une bien modeste prétention, et il ne s'agissait que de protéger la vie et les principes du Nord, c'est-à-dire de la majorité des Etats, contre l'invasion de l'esclavagisme. Cependant le Nord avait subi jusque là tant d'avanies et tant d'outrages pour l'amour de la paix et peut-être aussi pour l'amour du gain, il paraissait si bien façonné au régime du fouet, que cette première manifestation de sa pensée fut regardée comme un excès d'insolence et que l'élection de M. Lincoln passa pour une audacieuse révolte à l'égard du Sud. Cette élection fut parfaitement constitutionnelle et le parti républicain ne dépassa en rien les limites de son droit légal. Les idées et le caractère connu de M. Lincoln justifiaient-ils l'indignation du parti méridional ? Non, le président élu était lui-même un homme du Sud par sa naissance, un homme dont les opinions et les scrupules se ressentaient encore beaucoup de son origine, et qui avait résolu de se conformer au timide programme du républicanisme. Jetez un coup d'œil sur les trois dernières années : vous vous convaincrez que le gouvernement fédéral s'est renfermé dans le rôle de la légitime défense et qu'il a toujours attendu les provocations de l'ennemi pour se décider à l'action. On savait que l'administration de M. Buchanan avait favorisé toutes les dispositions des conspirateurs méridionaux, que les arsenaux du Nord avaient été dégarnis au profit des arsenaux du Sud, que les forts de cette dernière section avaient été réparés et armés aux dépens du trésor fédéral, que les navires de guerre étaient dispersés au loin ou commandés par des traîtres. Le gouvernement ainsi menacé ne prend aucune mesure active. La Caroline du Sud arbore le drapeau de la sécession et d'autres Etats suivent bientôt son exemple. Cependant il faut que le premier coup de canon soit tiré contre le fort Sumter pour que le pouvoir chargé de maintenir l'intégrité de l'Union se décide à brûler une amorce. Depuis, ce pouvoir est arrivé par degrés à un immense déploiement de forces ; mais on lui a reproché avec justice de ne s'être jamais mis à la hauteur des circonstances et de n'avoir jamais propor-

tionné ses moyens d'action à la grandeur du danger.

Que le Nord ne recule pas, qu'il ne s'embourbe pas dans quelque honteux compromis avec la confédération rebelle; l'esprit de liberté, qui ne peut mourir en lui, lèvera une à une les difficultés de la situation et le poussera pas à pas vers la solution du problème social posé devant le siècle par la Providence. Tout cela paraît bien lent, je le sais ; mais l'œuvre définitive n'en sera que plus solide et plus durable. Chacun des résultats déjà obtenus aurait paru être d'une immense valeur à toute autre époque. Combien de fois l'éloquent vieillard John Quincy Adams, au nom d'innombrables pétitionnaires, n'avait-il pas imploré du Congrès l'abolition de l'esclavage dans le district de Columbia? Ce que tant de supplications n'avaient pu faire, la révolte du Sud l'a enfin produit : une grossière contradiction a du moins disparu de la capitale de la république. Il y a dix ans, commençait dans le Kansas la querelle du travail libre et du travail servile, querelle sanglante qui a duré plusieurs années et qui menaçait de se renouveler à l'admission de tout nouveau territoire. Grâce encore à la trahison de la démocratie méridionale, tous les territoires ont été déclarés libres par le Congrès. Stimulé par cette même trahison, M. Lincoln, le temporisateur et timide M. Lincoln, a presque réalisé les rêves des plus ardents abolitionistes : il a obtenu du Congrès une offre d'indemnité pour les Etats du Sud restés loyaux qui voudraient émanciper leurs nègres ; il a proclamé l'abolition dans tous les Etats rebelles ; il a appelé sous les armes, à la défense de l'Union et de la liberté, les hommes de la race jusqu'alors réputée servile. Il faut convenir que les révolutions, si elles n'ont pas d'autre mérite, ont au moins celui de donner aux hommes quelques bonnes leçons de logique et de les contraindre à l'application des principes qui jusque là sommeillaient dans une indolente théorie.

Ce qui est déjà fait, ce qui est déjà gagné par la cause du Nord, par la cause de la liberté, nous le savons tous. Mais que reste-t-il à faire ? Telle est la question à laquelle il faut maintenant répondre. La paix ! voilà ce qu'il faut faire ! La paix ! dit le commerce en souffrance. La paix ! s'écrie l'industrie à moitié ruinée. La paix ! répète l'agriculture privée de ses bras. La paix ! murmurent les familles qui gémissent sur la perte d'un fils ou d'un père. La paix ! tous la désirent, à l'exception des vautours qui trouvent leur pâture dans les victimes de la guerre. La paix donc ! mais à quelles conditions faut-il la faire ? La première condition, celle qui embrasse toutes les autres, c'est que cette paix soit durable. Durera-t-elle si les causes de la guerre subsistent, si le feu de la discorde couve sous la cendre et n'attend qu'un souffle pour se ranimer ? La société humaine ne peut pas plus se soustraire aux lois qui la gouvernent que la terre ne peut s'échapper de son orbite et s'ouvrir une nouvelle route à travers l'espace. Nous avons reconnu la loi ou la force qui a constitué l'autorité première de la république américaine sous le nom de démocratie. Cette autorité était légitime dans le principe ; mais l'égoïsme, l'avarice et l'orgueil étant donnés, elle devait promptement se transformer en oligarchie. C'est à ce point de son histoire que je me suis arrêté tout à l'heure ; mais il faut aller jusqu'au bout et rappeler que cette démocratie s'est prosternée devant Sa Majesté le roi Coton... que dis-je ! devant le dieu Coton ! Car qui ne reconnaîtrait un dieu dans ce nouveau souverain de l'Amérique ? Comme tous les dieux de fabrique humaine, il avait ses ministres, ses favoris, ses élus et ses réprouvés ; comme eux, il était jaloux et sanguinaire ; comme eux, il voulait étendre sa domination jusqu'aux extrémités de la terre. C'est le culte infâme de ce dieu que la liberté veut détruire ; c'est son enfer qu'elle veut ouvrir à l'espérance ; ce sont ses damnés ou ses esclaves qu'elle veut rendre à la terre des vivants ; ce sont ses ministres ou ses suppôts qu'elle veut mettre dans l'impossibilité de nuire. La paix est-elle possible tant que la liberté n'aura pas terminé son œuvre, tant que la superstition esclavagiste restera debout quelque part, tant que le dieu Coton conservera un autel sur le territoire méridional ? De ce point partirait une nou-

velle propagande ; de ce point unique renaîtrait tout le système, et la lutte recommencerait sur de nouveaux frais. Il faut que le despotisme étouffe la liberté ou qu'il soit exterminé par elle.

Faudra-t-il donc anéantir le dieu Coton ? Non, il ne s'agit que de faire descendre cet imposteur de la place qu'il a usurpée. On lui prouvera qu'il n'est ni dieu ni roi, mais qu'on est son maître, qu'on peut le transplanter dans l'Inde, en Egypte, en Algérie, en Sicile, qu'on peut lui faire subir le climat de l'Illinois et de l'Indiana ; on lui prouvera que des mains libres peuvent le cultiver et que désormais il n'aura plus une caste de parias à ses ordres. De monarque absolu il deviendra esclave à son tour. Heureuse transformation qui lui épargnera le désagrément d'être brûlé par ses anciens adorateurs et lui fera trouver un libre passage vers tous les marchés du monde.

Il est une question plus difficile à résoudre que celle du coton : c'est celle de la liberté politique du Sud. Abstraction faite de l'esclavage dont ils sont infectés et de la propagande oligarchique qu'ils ont faite jusqu'à ce jour, les États sécessionnistes n'ont-ils pas le droit de revendiquer leur indépendance ? En principe, je réponds qu'ils ont ce droit. La première fois que j'abordai en Amérique, c'était à l'époque où se débattait la doctrine de la nullification et où la Caroline du Sud, conduite par Calhoun, se déclarait séparée de l'Union pour une simple question de douanes. Mon premier mouvement fut de dire : " Laissez-la faire !" Le général Jackson, qui était alors président, ne fut pas du même avis. De sa main de fer, il saisit l'Etat récalcitrant et le fit rentrer, bon gré mal gré, dans le sein de la fédération. Si je cite cet incident, c'est pour montrer quelle était alors ma tendance et pour dire qu'elle n'a point changé. Si je voyais dans les Etats séparés une population homogène et animée du désir unanime de quitter l'Union, je dirais encore : " Laissez-les faire !" Jamais on ne les réduira, jamais on ne les ramènera par la force. On aura beau les vaincre sur vingt champs de bataille, ils seront toujours à l'égard de l'Union ce que la Pologne est pour la Russie, ce que la Hongrie est pour l'Autriche. Quelque déplorable que fût la scission définitive, quelque danger que dût offrir à la liberté l'existence de deux républiques rivales, contraintes à entretenir des armées permanentes, je croirais cependant que la volonté du Sud doit être respectée. Mais le Sud offre-t-il un tout homogène et unanime ? Nous savons de quels éléments se compose sa population. Sur sept ou huit millions d'âmes, il y a trois ou quatre cent mille propriétaires de nègres ; le reste du nombre se partage à peu près également entre les blancs sans esclaves et les esclaves. Dans tout cela, qu'appelle-t-on la volonté, les intérêts, les principes du Sud ? Evidemment, la volonté, les intérêts, les principes des trois ou quatre cent mille propriétaires de bétail humain. Les autres blancs, les prolétaires blancs, quoique six fois aussi nombreux, ne comptent pour rien dans la balance de l'opinion. Ce n'est que la canaille blanche (*white trash*). Sans doute ils sont appelés à voter dans les élections. Mais quels moyens ont-ils de s'entendre, de se concerter, de se former une pensée indépendante ? La presse n'est-elle pas entièrement à la solde de l'aristocratie ? Est-il dans le Sud sécessionniste un seul journal qui osât soutenir une autre doctrine, un autre intérêt que celui de l'esclavagisme ? Est-il un seul orateur qui osât élever la parole contre cette même puissance ? Non, évidemment non. Le seul soupçon d'abolitionisme fait frémir les plus intrépides. La terreur règne sur cette population, la terreur domine toutes les manifestations de l'opinion. Quant à l'élément servile, on ne le consulte pas, même pour la forme. Mais la pensée et le sort de quatre millions d'êtres humains doivent avoir quelque poids dans les destinées d'un peuple. Maintenant, je le demande, même en nous plaçant au point de vue du respect le plus scrupuleux pour la volonté publique, pouvons-nous soutenir que le gouvernement fédéral doive s'arrêter devant les droits des Etats rebelles représentés par cette infime minorité des propriétaires d'esclaves, devant la sécession votée et prononcée sous les ordres de l'aristocratie locale

S'il est un principe politique généralement reconnu aujourd'hui et surtout proclamé en Amérique, c'est que le devoir, le seul devoir d'un gouvernement est de faire respecter la liberté des hommes soumis à son administration, et d'empêcher qu'une fraction quelconque n'empiète sur les droits des autres. Si une partie de la nation, sous le titre de communauté ou d'Etat, veut se séparer de l'autre partie, une seule voix dissidente, une seule voix qui invoque la protection du gouvernement, impose à celui-ci l'obligation morale d'intervenir et de faire valoir sa puissance. Et il n'est pas nécessaire que cette voix se fasse entendre ; car on sait qu'elle sera étouffée. Le gouvernement doit donc intervenir dans tous les cas, pour assurer la libre et complète manifestation de l'opinion publique. Certes, dans la circonstance qui nous occupe aujourd'hui, le gouvernement américain devait savoir que le vote du Sud n'était pas unanime pour la sécession, que l'opinion d'une grande partie de la population blanche était faussée et tyrannisée ; il savait surtout que la population de couleur, enchaînée et bâillonnée, ne pouvait se faire entendre mais qu'elle implorait tacitement son secours. Si le droit d'intervention du gouvernement sur la question de l'esclavage était douteux tant que les Etats restaient attachés à l'Union, il cesse d'être contestable dès que les Etats essaient de briser ce lien. Par cette seule tentative, ils appellent le pouvoir central au déploiement de toute son énergie, à l'exercice de toutes ses prérogatives. Dans l'ancien ordre de choses, ce pouvoir ne surveillait que de loin, ne protégeait qu'indirectement. Maintenant, il se substitue aux autorités locales, il prend en main la cause de tous les opprimés ; il brise toutes les chaînes forgées par l'arbitraire.

Les conséquences nécessaires, infaillibles, de la révolution sécessioniste, doivent donc être l'anéantissement de la redoutable oligarchie qui avait pris la place de la démocratie nationale et l'abolition radicale de la servitude africaine. Qu'il le sache ou qu'il l'ignore, voilà ce que le gouvernement fédéral va faire dans le Sud avec ses armées. Il a pu commencer la guerre avec des intentions toutes différentes ; mais il ne la terminera certainement pas sans avoir fait tout ce que je viens de dire, sans avoir accompli la tâche qui lui est imposée par la loi de la civilisation. Il est des circonstances où le chef d'un Etat peut lancer une centaine de mille hommes dans la carrière des combats sans encourir une grande responsabilité, sans s'exposer à des complications bien dangereuses. C'est ce que nous avons vu dans la guerre entre les Etats-Unis et le Mexique. Mais il est d'autres circonstances dans lesquelles un seul coup de canon devient fatalement le point de départ d'incalculables bouleversements. Nous en voyons un exemple dans la guerre actuelle et nous félicitons le gouvernement de M. Lincoln de n'avoir pas pris cette initiative. En tirant le premier coup de canon, la démocratie méridionale a donné le signal du cataclysme dans lequel elle doit s'engloutir. A ce coup de canon M. Lincoln répondit en appelant soixante-dix mille hommes sous les armes. Cela paraissait énorme pour le moment. Aujourd'hui, un million de combattants ne lui suffisent plus. Il croyait d'abord n'avoir qu'à reprendre deux ou trois forts et à faire rentrer dans l'ordre quelques régiments de rebelles. Maintenant il a onze grands Etats soulevés à reconquérir pied à pied, d'effrayantes émeutes à réprimer dans le Nord, des traîtres innombrables à surveiller et quatre millions d'esclaves à émanciper. Encore une fois, il n'y a pas à reculer ; il faut que tout cela se fasse. L'œuvre est commencée ; il faut qu'elle s'achève. Est-il bien vrai, comme se le figurent peut-être encore le président et ses conseillers, que l'objet final de ce travail gigantesque soit la reconstruction de l'Union ? Je l'ignore et je m'en inquiète peu. Ce que je sais avec certitude, ce qui m'est démontré par la marche des évènements jusqu'à ce jour, c'est que nous nous avançons vers une grande rénovation sociale, vers le triomphe définitif de la liberté. Pour ma part, je proteste contre toute tentative de reconstituer l'Union par la force. Si le gouvernement fédéral conserve encore ses intentions et ses illusions à ce

égard, il sera désabusé longtemps avant d'arriver au bout de la rude carrière dans laquelle il s'est engagé. Il y arrivera cependant, poussé par une force infiniment supérieure à sa volonté ; il y arrivera pour donner le coup de la mort à l'oligarchie esclavagiste. Il ne lui suffira pas encore de terrasser l'hydre, ni de trancher et de brûler toutes ses têtes ; son devoir sera de rester assez longtemps dans le Sud pour veiller à la résurrection de l'indépendance et pour habituer le pays à son affranchissement. Quand il aura vu les dernières convulsions du monstre couché dans la poussière, les populations rassurées sur leur sort et enfin maîtresses d'elles-mêmes, il devra dire à tous ces hommes blancs ou noirs : " Maintenant vous êtes libres ; je me retire." Ensuite ce gouvernement grandi dans les discordes civiles et par conséquent dangereux pour une nation libre, devra se retourner vers le Nord et lui dire : " Je suis souillé de sang ; j'abdique." Qu'adviendra-t-il de cette double déclaration ? Peut-être l'Union purifiée renaîtra-t-elle de ses ruines ; peut-être un autre avenir, un avenir plus brillant encore, s'ouvre-t-il devant nous. Il me semble voir la Liberté déployer ses ailes, imposer silence au génie tumultueux de la guerre, refouler dans l'ombre les hommes de violence et commander à l'Amérique régénérée de revêtir une nouvelle forme politique. Le Nord craindra-t-il encore la domination du Sud ? Non, puisqu'il en aura déraciné le despotisme. Le Sud conservera-t-il sa haine pour le Nord ? Non, puisqu'il lui devra sa délivrance. Les rivalités sectionnelles s'évanouiront avec les causes qui les avaient produites. Les jalousies d'État à Etat feront place à la combinaison rationnelle des intérêts. Les barrières tomberont parce qu'elles seront inutiles, et le système fédéral se fondra dans une grande république unitaire, premier symbole et prophétique image de la république universelle, à laquelle sont appelés tous les peuples de la terre.